

Manifestation

Les motards se cabrent contre le contrôle technique des deux-roues

L'entrée en vigueur lundi d'un contrôle technique obligatoire pour les deux-roues motorisés a mobilisé des milliers de motards durant tout le week-end.

Clermont-Ferrand, Lyon ou Grenoble samedi, Marseille ou Carcassonne ce dimanche : les motards multiplient ce week-end les manifestations, forcément pétaradantes – ils étaient pas moins de 10 000 à Paris, selon les organisateurs. Le motif : un contrôle technique obligatoire devant s'appliquer à partir de lundi.

Les propriétaires de plus de trois millions de véhicules de catégorie L (scooters, motos, voiturettes, tricycles...) devront les soumettre tous les trois ans à un contrôle similaire à celui que connaissent les voitures depuis 1992. Le refus ou l'oubli sera sanctionné d'une amende de 135 euros ou d'une immobilisation du véhicule. À noter que le contrôle du bruit n'entrera en vigueur que l'année prochaine.

« On nous confond avec les scooters »

« Ce projet est sans aucun fondement en termes de sécurité routière », affirme la Fédération française des motards en colère (FFMC), qui pilote la mobilisation.



Des motards en colère ont manifesté samedi à Dijon (Côte-d'Or). Photo Sipa/Konrad K.

« Il y a bien mieux à faire pour améliorer la sécurité et les performances environnementales des deux-roues motorisés », notamment l'amélioration de la qualité des routes.

« C'est de l'esbroufe ! », s'énerve Dominique, un Parisien de 59 ans, dont trente ans de moto, aujourd'hui sur une Ducati Diavel. « On veut encore emmerder les motards, les fliquer ! Je ne connais pas un motard, un vrai motard avec une moto, pas un scooter, qui conduise un véhi-

cule en mauvais état. C'est de toute façon impossible de rouler avec des pneus dégonflés ou des freins usés, poursuit Dominique. Le problème, c'est qu'on nous confond avec les scooters, qui font n'importe quoi. »

Une directive de 2014

Autre critique, le manque de centres et de main-d'œuvre formée. Faux, répond leur syndicat professionnel : la moitié des

centres, soit environ 3 000 contrôleurs, sont prêts à l'action. Ils ont suivi une formation spécifique de 33 heures, dont 7 heures exclusivement consacrées à l'apprentissage de la manipulation des motos.

Le contrôle technique des deux-roues est imposé par une directive européenne de 2014, devant être appliquée avant le 1^{er} janvier 2022 – et c'est le cas dans la plupart des pays de l'Union. Mais la France régit. Un décret de mise en œuvre

Et aussi ► Moins de CPF pour le permis moto

Et un irritant de plus pour les motards ! Le compte personnel de formation (CPF) ne pourra plus financer un permis moto si le salarié est déjà titulaire d'un permis B (voiture). La mesure intervient alors que les pouvoirs publics ont constaté un usage croissant du CPF à cet usage, depuis son autorisation début 2024 : le coût pourrait atteindre 300 millions d'euros à la fin de l'année, soit autant que l'économie espérée de l'imposition d'un « reste à charge » de 100 euros pour le salarié. La mesure, annoncée aux syndicats, doit encore être formellement adoptée.

avait été pris le 18 août 2021... mais annulé le lendemain sur décision d'Emmanuel Macron : « Après avoir découvert cette mesure, le président a décidé que ce n'était pas le moment d'embêter les Français », avait alors expliqué l'un de ses conseillers. « Avec la crise sanitaire, le pass, on leur demande déjà beaucoup. On peut être pour la sécurité sans embêter les Français dans leur quotidien, a priori sans adhésion de leur part. »

● Francis Brochet

Nouvelle-Calédonie

Indépendantistes et loyalistes envahissent les rues de Nouméa

Des dizaines de milliers d'indépendantistes et de loyalistes à la France ont défilé à Nouméa, samedi. Deux mobilisations distinctes pour s'opposer, d'un côté, et soutenir, de l'autre, l'élargissement du corps électoral en Nouvelle-Calédonie.

Indépendantistes et loyalistes à la France se sont massivement mobilisés samedi, à Nouméa, au sujet de l'élargissement du corps électoral en vue des élections provinciales en Nouvelle-Calédonie. Le Haut-commissariat de la République a compté 40 000 manifestants pour une population totale de 269 000 habitants : 20 000 pour les indépendantistes et autant pour les non-indépendantistes.

Des chiffres en deçà des comptages de chacune des organisations qui donnent une participation de 58 000 manifestants pour les indépendantistes, 35 000 pour les non-indépendantistes. Le projet de loi constitutionnelle vise à ouvrir le corps électoral aux résidents



Le cortège loyaliste comptait 20 000 manifestants, autant que les indépendantistes, selon les autorités. Photo Sipa/Nicolas Job

sur le territoire depuis au moins dix ans.

Possible bouleversement des équilibres politiques

Selon un rapport du Sénat, ce dégel augmenterait la composition du corps électoral de 14,5 %, ajoutant 12 441 natifs de Nouvelle-Calédonie, ainsi que 13 400 citoyens français présents depuis au moins dix ans. Ce qui pourrait remettre en cause les équilibres politiques entre indépendantistes et non-indépendantistes définis en

1998. Les élections provinciales déterminent en effet la représentation des partis au congrès de la Nouvelle-Calédonie, l'instance délibérante du territoire.

Pour les indépendantistes, ce dégel « décidé de manière unilatérale », « rompt avec les règles fondamentales qui ont instauré la paix dans ce pays », comme la estimé Dominique Fochi, le secrétaire général de l'Union calédonienne. Après avoir été adopté au Sénat, le texte doit être examiné par l'Assemblée nationale courant mai.

Élections européennes

Bardella appelle à « l'union », Glucksmann à la « révolution »

Le candidat du Rassemblement national (RN) à Royan et le socialiste à Nantes. Tous deux en meeting samedi, Jordan Bardella d'un côté, et Raphaël Glucksmann de l'autre, y sont allés de leurs propositions en tant que têtes de liste aux élections européennes du 9 juin.

● Bardella sur une terre de « conquête »

Jordan Bardella, favori du scrutin, a lancé un appel à l'« union » aux Français « qui découvrent » que le RN fait « le bon diagnostic », samedi à Royan (Charente-Maritime), dans une région qu'il a qualifiée de terre de « conquête ». « Je voudrais m'adresser, aujourd'hui, à ceux des Français qui ont cru pendant longtemps être préservés du délitement de la France. À cette France qui avait, jusqu'à présent, le sentiment d'aller bien », a lancé Jordan Bardella. « On ne changera pas la situation du pays avec des votes d'habitude, on ne redressera pas la France en votant pour les mêmes toujours », a-t-il fait valoir, répétant plusieurs fois le slogan « l'union fait la France ».

● Glucksmann pour une révolution écologique européenne

La tête de liste du Parti socialiste (PS) et de Place publique, Raphaël Glucksmann a promis de défendre le Pacte vert européen, que la droite européenne veut selon lui « détricoter ». « Nous serons les fers de lance de la révolution écologique européenne. Elle modifiera tout, nos modes d'échange, de production, de consommation », a-t-il énuméré. Celui que les intentions de vote placent sur la troisième marche du podium a également réclamé la mise en place d'un « droit à la réparabilité » pour combattre l'obsolescence programmée. L'eurodéputé sortant s'est en outre prononcé pour le « développement massif des énergies renouvelables ».

Selon le dernier sondage Ipsos paru samedi, Jordan Bardella, tête de liste du RN, recueille 32 % d'intentions de vote pour les élections européennes du 9 juin, loin devant la macroniste Valérie Hayer (16 %), et la liste PS de Raphaël Glucksmann (13 %).